

**Nom du projet :** Fonds commun état civil

**Budget :** 12.000.000 US \$

**Durée :** 2005-2008

### Contexte et justification

Le Mali a initié depuis quelques années un vaste programme de réforme de l'état civil visant à doter le pays de textes adaptés. En 1996, la politique de décentralisation a été amorcée avec la création de 684 nouvelles communes et le transfert des compétences en matière d'état civil des autorités administratives aux autorités communales non préparées à cet effet.

La nécessaire adaptation de l'état civil au nouveau contexte sociopolitique face aux contraintes d'ordre institutionnel, logistique et financier, au phénomène de démocratisation des institutions et aux différents accords internationaux, exige que les efforts soient consentis en direction du système d'état civil dans sa globalité.

Aujourd'hui l'état civil est confronté à plusieurs difficultés qui entament sa fiabilité et ses performances. Le personnel actuellement chargé de la gestion de l'état civil exerce dans la plupart des cas sans aucune formation préalable au moment de la prise de service. Cette situation occasionne fréquemment des erreurs relatives aux délais d'enregistrement et de transmission, à la façon de remplir les volets, à la conservation des documents d'état civil.

Ce faisant, le Gouvernement du Mali a créé par décret n°03-290/PM-RM du 18 Juillet 2003, la Mission d'Appui à la Consolidation de l'Etat Civil.

### Objectif global du projet

Le présent projet vise à aider le Gouvernement à asseoir un système de gestion transparent, fiable, efficace et durable de l'Etat Civil, et ce faisant, l'aider à assurer la sécurité juridique des personnes, la paix et la stabilité à travers la fiabilisation des processus électoraux. Cette initiative pourra réduire considérablement le coût des élections.

### Stratégie de mise en œuvre

La vision stratégique du Gouvernement en matière de consolidation de l'état civil est basée sur deux dimensions :

- une dimension temporelle de gestion immédiate de la consolidation et modernisation de l'état civil en vue de parfaire et crédibiliser le processus électoral 2007;
- une dimension de pérennisation du système de gestion moderne et consolidé de l'état civil au-delà de 2007.

Toutefois, ces deux dimensions se recoupent cependant dans les préoccupations de : plaidoyer et mobilisation sociale et citoyenne, renforcement des capacités des agents d'état civil et des collectivités, et de mise en place des outils et mécanismes permanents de remontée des données d'état civil des niveaux décentralisés vers le niveau central.

La stratégie préconisée par le Gouvernement (MATCL) est fondée sur la responsabilité première du Gouvernement, la pleine participation de la société civile, des partis

politiques, du secteur privé et l'implication des partenaires techniques et financiers.

#### Résultats attendus

Élaboration et réalisation d'un programme de formation des agents d'état civil;  
Réalisation du recensement administratif à vocation d'état civil;  
Opérationnalisation du centre de traitement des données.

#### Bénéficiaires

Toute la population malienne

#### Partenaires

En plus du PNUD, plusieurs partenaires au développement travaillent et unissent leurs efforts afin d'appuyer des solutions à la crise de sécurité juridique en matière d'état civil. Parmi eux, on peut citer le Canada, la France, les Pays-Bas , l'UNFPA, l'Association Internationale des Maires Francophones.